

Code de l'éducation (Articles D 411-1 à D 411-9)

Art. D 411-1 (modifié par le décret no 2013-983 du 4 novembre 2013).

Dans chaque école, le conseil d'école est composé des membres suivants :

- 1) Le **directeur** de l'école, président ;
- 2) Deux **élus** :
 - a) Le maire ou son représentant ;
 - b) Un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ou, lorsque les dépenses de fonctionnement de l'école ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement ou son représentant ;
- 3) Les **maîtres** de l'école et les maîtres remplaçants exerçant dans l'école au moment des réunions du conseil ;
- 4) Un des maîtres du **réseau** d'aides spécialisées intervenant dans l'école choisi par le conseil des maîtres de l'école ;
- 5) Les représentants des **parents** d'élèves en nombre égal à celui des classes de l'école, élus selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation ;
- 6) Le **DDEN**, délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école.

L'**inspecteur** de l'éducation nationale de la circonscription assiste de droit aux réunions.

Le conseil d'école est constitué pour **une année** et siège valablement jusqu'à l'intervention du renouvellement de ses membres.

Le conseil d'école se réunit **au moins une fois par trimestre**, et obligatoirement dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections, sur un ordre du jour adressé au moins huit jours avant la date des réunions aux membres du conseil. En outre, il peut également être réuni à la demande du directeur de l'école, du maire ou de la moitié de ses membres.

Assistent avec **voix consultative** aux séances du conseil d'école pour les affaires les intéressant :

- a) Les personnels du **réseau d'aides** spécialisées non mentionnées au cinquième alinéa du présent article ainsi que les médecins chargés du contrôle médical scolaire, les infirmiers et infirmières scolaires, les assistants de service social et les agents spécialisés des écoles maternelles ; en outre, lorsque des personnels médicaux ou paramédicaux participent à des actions d'intégration d'enfants handicapés, le président peut, après avis du conseil, inviter une ou plusieurs de ces personnes à s'associer aux travaux du conseil ;

b) Le cas échéant, les personnels chargés de l'enseignement des **langues vivantes**, les maîtres étrangers assurant dans les locaux scolaires des cours de **langue et culture d'origine**, les maîtres chargés des cours de langue et culture **régionales**, les personnes chargées des **activités complémentaires** prévues à l'article L 216-1 et les représentants des **activités périscolaires** pour les questions relatives à leurs activités en relation avec la vie de l'école.

Le président, après avis du conseil, peut inviter une ou plusieurs personnes dont la consultation est jugée utile en fonction de l'ordre du jour. Les suppléants des représentants des parents d'élèves peuvent assister aux séances du conseil d'école.

Art. D 411-2 (modifié par les décrets nos 2008-463 du 15 mai 2008, 2009-553 du 15 mai 2009, 2013-77 du 24 janvier 2013 et 2013-983 du 4 novembre 2013).

Le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école :

1) Vote le **règlement** intérieur de l'école.

2) Établit le projet d'organisation pédagogique de la **semaine** scolaire ;

3) Dans le cadre de l'élaboration du **projet d'école** à laquelle il est associé, donne tous avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :

a) Les actions pédagogiques et éducatives qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;

b) L'utilisation des moyens alloués à l'école ;

c) Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;

d) Les activités périscolaires ;

e) La restauration scolaire ;

f) L'hygiène scolaire ;

g) La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire notamment contre toutes les formes de violence et de discrimination, en particulier de harcèlement ;

h) Le respect et la mise en application des valeurs et des principes de la République ;

4) Statue sur proposition des équipes pédagogiques pour ce qui concerne la partie pédagogique du **projet d'école** ;

5) En fonction de ces éléments, adopte le **projet d'école** ;

6) Donne son accord :

a) Pour l'organisation d'**activités complémentaires** éducatives, sportives et culturelles prévues par l'article L 216-1 ;

b) Sur le programme d'**actions** établi par le conseil école-collège prévu par l'article L 401-4 ;

7) Est consulté par le maire sur l'**utilisation des locaux** scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article L 212-15.

En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :

a) Les principes de choix de **manuels** scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;

b) L'organisation des **aides** spécialisées.

En fin d'année scolaire, le directeur de l'école établit à l'intention des membres du conseil d'école un **bilan** sur toutes les questions dont a eu à connaître le conseil d'école, notamment sur la réalisation du projet d'école, et sur les suites qui ont été données aux avis qu'il a formulés.

Par ailleurs, le conseil d'école est informé des conditions dans lesquelles les maîtres organisent les **rencontres** avec les parents de leurs élèves, et notamment la réunion de rentrée.

Le conseil d'école établit son **règlement** intérieur, et notamment les **modalités des délibérations**.

Art. D 411-3 (modifié par le décret no 2012-16 du 5 janvier 2012).

Pour l'application des articles D 411-1 et D 411-2, des conseils d'école peuvent décider de **se regrouper en un seul conseil** pour la durée de l'année scolaire après délibération prise à la majorité des membres de chaque conseil, sauf opposition motivée de le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie.

Tous les membres des conseils des écoles d'origine sont membres du conseil ainsi constitué, qui est présidé par l'un des directeurs d'école désigné par le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie, après avis de la commission administrative paritaire départementale unique des instituteurs et professeurs des écoles.

Art. D 411-4.

À l'issue de chaque séance du conseil d'école, un **procès-verbal** de la réunion est dressé par son président, signé par celui-ci puis contresigné par le secrétaire de séance et consigné dans un registre spécial conservé à l'école. Deux exemplaires du procès-verbal sont adressés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription d'enseignement du premier degré et un exemplaire est adressé au maire. Un exemplaire du procès-verbal est affiché en un lieu accessible aux parents d'élèves.

Art. R 411-5 (modifié par le décret no 2012-16 du 5 janvier 2012).

Un **règlement type** des écoles maternelles et des écoles élémentaires publiques de chaque département est arrêté par le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie, après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Art. D 411-6.

Le **règlement intérieur** de chaque école est établi par le conseil d'école compte tenu des dispositions du règlement type du département. Il est affiché dans l'école et remis aux parents d'élèves.

Art. D 411-7.

Dans chaque école, le **conseil des maîtres** de l'école est composé des membres de l'équipe pédagogique suivants :

- 1) Le directeur, président ;
- 2) L'ensemble des maîtres affectés à l'école ;
- 3) Les maîtres remplaçants exerçant dans l'école au moment des réunions du conseil ;
- 4) Les membres du réseau d'aides spécialisées intervenant dans l'école.

Le conseil des maîtres de l'école se réunit **au moins une fois par trimestre** en dehors de l'horaire d'enseignement dû aux élèves et chaque fois que le président le juge utile ou que la moitié de ses membres en fait la demande.

Il donne son avis sur l'**organisation du service** qui est ensuite arrêtée par le directeur de l'école, conformément aux dispositions du décret no 89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école.

Il peut donner des **avis** sur tous les problèmes concernant la vie de l'école.

Il exerce les **attributions** prévues aux articles D 312-17, D 321-6 et D 321-15.

Un **relevé des conclusions** du conseil des maîtres de l'école est établi par son président, signé par celui-ci et consigné dans un registre spécial conservé à l'école. Une copie en est adressée à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription d'enseignement du premier degré.

Art. D 411-8 (modifié par le décret no 2012-16 du 5 janvier 2012).

Dans chaque école, un **projet d'école** est élaboré par le conseil des maîtres avec les représentants de la communauté éducative. Il est adopté, pour une durée comprise entre trois et cinq ans, par le conseil d'école conformément aux dispositions de l'article D 411-2.

Le projet d'école définit les modalités particulières **de mise en œuvre** des objectifs et des programmes nationaux ; il précise pour chaque cycle les actions pédagogiques qui y concourent ainsi que les voies et moyens mis en œuvre pour assurer la réussite de tous les élèves et pour associer les parents ou le représentant légal à cette fin.

Il organise **la continuité éducative** avec les activités proposées aux élèves en dehors du temps scolaire, notamment dans le cadre des dispositifs de réussite éducative.

Le projet d'école peut prévoir, pour une durée maximale de cinq ans, la réalisation d'**expérimentations** portant sur les domaines énumérés au troisième alinéa de l'article L 401-1. Les objectifs, principes et modalités générales de ces expérimentations sont approuvés par le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie. Ces expérimentations font l'objet d'une évaluation annuelle par le conseil des maîtres de l'école ; les corps d'inspection concourent à cette évaluation.

Art. D 411-9.

Les écoles peuvent également accueillir des adultes qui participent à des actions de **formation** organisées au titre du Livre IX du code du travail.